



Au centre, Paula, 11 ans, originaire d'Albanie, hébergée avec sa famille, au gymnase Chanfray, durant les vacances de Noël. Au total, douze familles, en demande d'asile, en recours ou déboutées, et 34 enfants y ont été accueillis.

Photo Progrès/  
Tatiana VAZQUEZ

LYON

## Dernière nuit au gymnase pour les écoliers sans toit, puis le retour à la rue

**Les familles sans toit hébergées au gymnase Chanfray ouvert pendant les vacances par la Ville doivent quitter les lieux, mardi, sans qu'aucune solution d'hébergement d'urgence ne leur ait été proposée par la préfecture. « C'est impensable que rien n'ait été anticipé », dénonce le collectif Jamais sans toit.**

La réalité les rattrape. Ce mardi, après avoir posé les enfants à l'école, il faudra quitter, comme convenu, le gymnase Chanfray. Le lieu avait été ouvert par la mairie écologiste, dans l'urgence, vendredi 16 décembre, pour mettre à l'abri de l'hiver, les enfants qui étaient jusque-là hébergés dans des écoles lyonnaises. Les établissements réquisitionnés par des comités de soutien constitués d'enseignants et de parents devaient comme les autres, fermer leurs portes pendant les vacances.

« On ne réoccupera pas les écoles »

« Pour nous il était impensable de laisser ces familles retourner dehors », expliquait, il y a quinze jours, Sandrine Runel, adjointe aux Solidarités. Mais la solution de la Ville, non compétente en matière d'hébergement d'urgence, ne pouvait être que temporaire, le temps, espérait l'élue, que les services de l'État trouvent à chacune une solution. Si la préfecture affirme qu'elle fera des annonces d'ouverture de places supplémentaires dans les jours à venir, mardi ne semble devoir être prêt.

« Les familles sont arrivées, exténuées. Elles ont pu souffler. Mais

tout de suite, s'est posée la question de l'après gymnase. C'est impensable que rien n'ait été anticipé. La préfecture doit prendre le relais de la Ville et se débrouiller pour faire son boulot afin qu'aucun enfant ne soit obligé de retourner dormir dehors ou dans les écoles », s'indigne Fanny Talbot, du collectif Jamais sans toit, chargée de garder la liste des enfants SDF, scolarisés dans l'agglomération, à jour.

Elle ajoute : « On ne réoccupera pas les écoles. On est à bout. Si on le fait, on sait qu'elles le resteront jusqu'en juin. Ce n'est pas un dispositif d'hébergement d'urgence. On occupe pour rappeler à l'État ses responsabilités. » Cette enseignante de l'école Charial, mobilisée depuis des années, ne cache pas son agacement. Il est encore monté d'un cran quand elle a entendu le ministre du Logement affirmer, il y

quelques jours, qu'il n'y avait plus aucun enfant à la rue.

Avec les comités de soutien, elle en a recensé, à la date du vendredi

**262**

**C'est le nombre d'enfants à la rue sur toute la Métropole recensés par Fanny Talbot, du collectif Jamais sans toit, au 30 décembre, dont 135 rien qu'à Lyon.**

30 décembre, 262 sur toute la Métropole. 135 rien qu'à Lyon. Des chiffres qu'elle sait en deçà de la réalité du territoire marqué par un engorgement sans précédent.

Quand les écoles ont fermé leurs portes, 12 établissements et un collège étaient occupés. Au total, douze familles, en demande d'asile, en recours ou déboutées, et 34 enfants ont rejoint le gymnase.

Dans le hall, le responsable de l'Armée du salut, mandatée par la Ville, accueille avec un café. Il discute avec les adultes, essentiellement des femmes, et protège leur intimité. Avec son équipe, il a constitué des petits coins où chaque famille a rassemblé ses affaires et se réunit pour la nuit. L'autre moitié de la salle est dédiée aux jeux des enfants. Une cage d'handball fait office de cage de foot. On y court pieds nus ou en chaussettes. L'homme raconte qu'à l'intérieur du gymnase, « ça brasse » et que « c'est joyeux ». Pour eux, il a fait passer le Père Noël chargé de cadeaux. Le soir du Réveillon, c'est l'église Sain-

te-Croix, rue de Condé, qui devait les accueillir pour un repas chaleureux et un concert.

« Mère courage »

Ici, les histoires et les tranches de vie se mêlent. Il y a Bibiche, 40 ans, originaire du Congo Kinshasa, hébergée à l'école Charial, avec ses trois enfants, après de nombreuses nuits à dormir, sous une tente, place de Milan. En arrivant en Europe, elle rêvait de conduire un bus. Désormais, elle ne sait plus trop. Mais garde l'espoir d'obtenir un logement d'urgence. Et des papiers. On l'appelle « mère courage ».

Il y a aussi Sidina, Comorienne, arrivée en août 2021, hébergée à l'école Pasteur, avec ses quatre enfants. Elle est inquiète. Son fils, Mohamed, 13 ans, qui se tient à ses côtés, lui n'a peur de rien. Il parle le français d'une façon incroyable, sans accent ni erreur. Tout comme Paula, 11 ans, arrivée d'Albanie, avec sa mère et ses deux sœurs, mises à l'abri à l'école Montaigne, après des mois passés sous une tente à la Part-Dieu. Elle rêve de devenir avocate et fait ce jour-là, office d'interprète pour une autre mère qui se tient à côté de la sienne.

« La dame explique qu'elle était enceinte lorsqu'elle dormait dehors à la Part-Dieu, qu'il y avait de la violence, des hommes qui buvaient et des couteaux. Elle ne veut pas y retourner. » Aujourd'hui, son enfant a 3 ans, scolarisée à l'école Lucie Aubrac, où un collectif a également décidé d'occuper l'école pour les protéger. « C'est notre vie, c'est dur. Mais, un jour, ça ira », traduit encore Paula.

Tatiana VAZQUEZ

ES6913 - V0

### Une liste de sites potentiels permettant d'ouvrir de nouvelles places d'hébergement a été dressée

« C'est tout à son honneur d'avoir ouvert le gymnase Chanfray. Mais la Ville de Lyon doit aussi en gérer la fermeture », dit-on dans les coulisses de la préfecture.

Pas question pour autant de polémiquer, ni sur le plan « Zéro enfant à la rue » de la mairie écologiste alors que l'hébergement d'urgence ne relève pas de sa compétence, ni de la lettre ouverte cosignée par le maire de Lyon, mi-novembre, pour demander des mesures en urgence pour la mise à l'abri spécifique de ces enfants et de leurs familles, ni même du fait qu'il annonçait mi-décembre, sa volonté d'attaquer l'État « pour inaction et carence en matière de mise à l'abri de personnes ».

Autour de cette question, une cellule de coor-

dination réunissant la Ville, la Métropole et l'État travaille pour trouver des solutions. Une liste de sites potentiels permettant d'ouvrir de nouvelles places d'hébergement a été dressée. Des pistes qui doivent encore faire l'objet de visites compte tenu des contraintes techniques que présentent ces différents bâtiments et immeubles.

« Outre les 7 500 places d'hébergement, les 550 places maintenues ou ouvertes, les places du dispositif Grand Froid, on veut aller encore plus loin pour continuer la mise à l'abri en ouvrant plusieurs autres sites », affirme-t-on à la Préfecture. Les premières annonces pourraient être faites d'ici à la fin de la semaine. « C'est un dossier prioritaire mais les choses prennent du temps. »